

*Questions orales*

Je signale que ses collègues, les premiers ministres de la Colombie-Britannique et de la Saskatchewan ont tous deux souligné l'importance d'avoir un budget équilibré.

C'est exactement ce que nous essayons de faire et, pour y parvenir, je compte sur la collaboration du chef du NPD.

**L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon):** Madame la Présidente, je voudrais poser une question supplémentaire. Le ministre n'ignore pas que notre pays a besoin d'un régime fiscal équitable et que la classe moyenne assume une part de plus en plus élevée du fardeau fiscal. Le ministre ne l'ignore pas.

Quand il dit que les choses s'améliorent, le ministre passe sous silence le fait que trois millions de Canadiens sont à la recherche d'un emploi, qu'un enfant sur six vit dans la pauvreté, que 100 000 personnes sont sans abri et que 500 000 autres ont recours aux banques alimentaires.

**Mme le vice-président:** La députée a-t-elle une question?

**Mme McLaughlin:** Ma question est la suivante: Maintenant qu'il a travaillé de concert avec les grandes entreprises du pays, le gouvernement est-il prêt à écouter ces millions de Canadiens qui sont victimes de la conception que le gouvernement a de la compétitivité?

• (1130)

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame la Présidente, la question est assez intéressante. Le chef du Nouveau Parti démocratique va devoir choisir.

Lors du conflit de travail sur la côte ouest, son parti a voté contre le retour au travail qui aurait permis aux agriculteurs d'expédier et de vendre leurs céréales et qui, partant, aurait avantage les petites entreprises de l'Ouest, pour ne pas dire de tout le Canada.

Il y a en un conflit de travail à Thunder Bay. Les néo-démocrates se plaignent constamment de la baisse d'achalandage dans ce port, mais leur parti s'est de nouveau prononcé contre le retour au travail et le rétablissement de la manutention du grain.

Le chef des néo-démocrates doit se décider: ou elle appuie la petite entreprise, ou elle est contre. La moitié du temps, elle la défend, l'autre moitié, elle vitupère contre elle.

**M. Ron MacDonald (Dartmouth):** Madame la Présidente, ma question s'adresse au ministre des Finances.

Les données de septembre sur les faillites qui viennent d'être publiées affichent une nouvelle hausse des faillites personnelles. Quelque 46 000 Canadiens ont fait faillite. Plus de 10 000 entreprises canadiennes, pour la plupart des PME, ont disparu, laissant des dettes de plus de quatre milliards de dollars.

Voici donc ma question: Si les politiques économiques du gouvernement sont si fantastiques, pourquoi le nombre de faillites a-t-il, dans les douze derniers mois, augmenté de plus de 65 p. 100 au Canada? Pouvez-vous nous l'expliquer?

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame la Présidente, le député sait que l'économie est en récession depuis presque un an. Le deuxième trimestre a marqué une reprise qui devrait se poursuivre, mais à un rythme très lent.

Le ralentissement des faillites commerciales est encourageant, en ce sens qu'il révèle que l'économie reprend des forces.

Je demanderais au député de se souvenir que la balance commerciale est à la hausse et que les mises en chantier annualisées sont passées à 181 000. Le taux de chômage baisse, et les indicateurs auxquels se réfère le député, comme le nombre de faillites, comportent un certain retard. Je lui demanderais d'en tenir compte.

**M. Ron MacDonald (Dartmouth):** Madame la Présidente, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre.

Seul un ministre conservateur pourrait qualifier de bonnes nouvelles pour les faillis une augmentation de 65 p. 100 du nombre de faillites commerciales et personnelles au Canada.

Selon Statistique Canada, les prix de détail auraient diminué au Canada au cours de la dernière année, et ce serait la politique fiscale du gouvernement qui alimenterait l'inflation causant une hausse des prix.

Pourquoi la classe moyenne canadienne, qui représente le quart des contribuables, assume-t-elle la moitié du fardeau fiscal? Pourquoi le gouvernement maintient-il une politique économique qui accule à la faillite le particulier moyen et la petite entreprise, au Canada? Pourquoi le gouvernement refuse-t-il d'adopter une politique fiscale équitable et pourquoi ne le fait-il pas maintenant?